Servir la liberté

L'esprit de milice est un fondement de la démocratie Suisse. Que ce soit au niveau politique ou au niveau de la défense nationale, le citoyen est appelé à servir l'Etat dont il est le pilier. C'est pour cette raison qu'en Suisse, le peuple est appelé le souverain.

Mais il ne s'agit pas ici d'un souverain qui domine le bas-peuple, l'écrase d'impôts, non, c'est un souverain conscient, non seulement de ses droits, mais surtout de ses devoirs. Le « souverain » Suisse sait que sans son engagement, le modèle de la démocratie directe, unique au monde, est menacé de disparition et devrait être placé sous la protection de l'UNESCO.

Il est donc un souverain responsable qui se met au service de ses concitoyens et de son pays et dans ce sens peut servir d'exemple à bien des glorieux souverains qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ne cultivaient que leur égoïsme et leur soif de pouvoir.

Ces souverains ont tous disparu.

Par contre, le peuple Suisse et le pays qu'il a construit autour du concept génial de la démocratie directe, lui, est resté !

Ceux qui aujourd'hui tirent à boulets rouges sur notre défense nationale et utilisent mille stratagèmes pour liquider l'armée de milice s'attaquent en vérité à l'existence même de la démocratie directe et de la souveraineté du pays.

Si l'on peut toujours discuter du financement de l'armée Suisse, de l'achat d'avions de combat, du type d'engagement stratégique et logistique, il est en revanche hautement périlleux de remettre en question le principe même de l'obligation de servir et d'abroger le statut de soldat milicien.

Tout l'édifice de notre pays ne tient que par l'identification des citoyens avec leurs institutions et par la qualité de leur engagement concret pour la patrie.

En tant que souverain, le peuple Suisse porte la responsabilité de l'Etat sur ses épaules. Cela implique surtout la responsabilité politique, mais aussi militaire.

Car la prise de responsabilité et l'accomplissement de son devoir au nom de la collectivité sont le prix à payer pour la liberté.

Vouloir se soustraire à son devoir, refuser d'assumer sa responsabilité ne permet pas à l'homme de se dépasser dans l'effort. Ce repli individualiste l'éloigne des institutions qui lui confèrent tant de droits et lui garantissent sa dignité.

Or, il n'est pas de dignité sans liberté !

Depuis les débuts de l'histoire Suisse, les confédérés ont refusé la délégation de responsabilités qu'ils étaient en mesure d'assumer eux-mêmes.

Aucun roi, aucun empereur, jamais, n'a été appelé à la rescousse pour sauver la souveraineté de notre pays !

Mais cette armée de milice, une armée uniquement défensive, sans velléité d'aller porter le feu au-delà de ses frontières, a également toujours su être un trait d'union entre les Suisses eux-mêmes.

Que de contacts noués par-delà la barrière des röstis, que d'amitiés créés, que de liens unissant nos quatre régions linguistiques et servant de liant à la prodigieuse diversité cantonale caractérisant notre Confédération.

L'esprit de milice permet de faire corps, il permet d'unir nos efforts au nom d'une grande idée, l'idée que les hommes naissent libres et indépendants et qu'ils peuvent le rester jusqu'à leur mort, l'idée qu'il n'est rien de plus noble que de défendre les siens au péril de sa vie.

Cela exige des sacrifices, c'est certain, mais ce n'est que dans le sacrifice que se révèlent la noblesse de l'âme, le courage et la générosité.

L'armée de milice est une école de vie, non seulement pour le corps, mais également et surtout pour l'esprit et l'âme des citoyens.

En la défendant, nous défendons un élément indispensable de notre système institutionnel et nous faisons acte de prévoyance à un moment où l'incertitude gagne peu à peu le monde qui nous entoure.

Dans les années trente, la France n'a pas su entendre les signaux avertisseurs qui annonçaient la catastrophe de 1940.

Que la Suisse, en 2013, ne commette pas la même erreur et maintienne son esprit de résistance et sa volonté de se défendre.

Je voterai donc NON à l'initiative sur l'insécurité le 22 septembre.

Oskar Freysinger

Conseiller d'Etat et conseiller national